

Madagascar/A deux semaines du second tour de la présidentielle Ravalomanana "sûr" de gagner la présidentielle

AFP
Antananarivo/Madagascar

L'ancien président accuse entre 3 et 5 points de retard sur son rival Andry Rajoelina, arrivé en tête à l'issue du premier tour.

A deux semaines du second tour de l'élection présidentielle, Marc Ravalomanana affiche une confiance sans retenue. Le 19 décembre, l'ex-président malgache est certain de prendre enfin sa revanche sur son tombeur et successeur Andry Rajoelina.

"Il n'y a que 3 à 5% de différence entre moi et le candidat arrivé à la première place du premier tour, on peut le rattraper et le dépasser en même temps", assure-t-il dans un entretien avec l'AFP en son "palais" des hauteurs d'Antananarivo.

Avec 35,35% des voix, M. Ravalomanana a franchi la ligne du premier tour de scrutin à portée de M. Rajoelina (39,23%), loin devant le sortant Hery Rajaonarimampianina (8,82%).

La campagne pour le second tour s'est ouverte hier et elle promet d'être féroce, tant le passif entre les deux finalistes est lourd.

Elu en 2002, Marc Ravalomanana a été contraint de quitter la présidence de la Grande île sept ans plus tard après une série de violentes manifestations soutenues par Andry Rajoelina, alors maire de la capitale. Celui-ci a ensuite été installé à la tête d'une présidence non-élue par l'armée.

Les deux hommes ont été interdits de candidature en 2013, dans le cadre d'un accord de sortie de crise.



Photo : AFP / L'Union

Arrivé deuxième, l'ex-président Marc Ravalomanana se voit refaire son retard sur son rival Andry Rajoelina et l'emporter au soir du 19 décembre.

Les années ont passé mais le riche patron du groupe laitier Tiko, bientôt 69 ans, en tient une rancune tenace à son jeune rival, 44 ans, qu'il accuse volontiers de tous les maux.

Sans la présidence Rajoelina (2009-2013), répète-t-il à l'envi, son pays, l'un des plus pauvres du monde, se porterait mieux.

"REBÂTIR UNE NATION" « S'il n'y avait pas eu ce "coup d'Etat", Madagascar serait le premier pays d'Afrique aujourd'hui car en 2008 », se plaît à rappeler l'ancien chef de l'Etat, cravate rouge sur chemise blanche immaculée, "le taux de croissance malgache était de 7,8%".

Son programme à la main, Marc Ravalomanana promet aussi de s'attaquer à l'insécurité et de reprendre les aides à la scolarisation des enfants lancées pendant son mandat.

"Nous allons rebâtir la nation car tout a été détruit,

nous allons restaurer la confiance entre la population et le dirigeant".

Pour refaire son retard sur Andry Rajoelina, le chef du parti Tim compte mobiliser les abstentionnistes (46% au premier tour) et, surtout, s'attirer le soutien de quelques-uns des 34 candidats écartés du second tour.

"J'ai déjà reçu des candidats ici, hier et avant-hier", confie-t-il sous le regard bienveillant de sa fille unique et conseillère Sarah.

La presse proche de l'ancien président a chiffré hier à six le nombre de ceux qui ont déjà rallié sa bannière. Parmi eux l'ancien Premier ministre Olivier Mahafaly Solonandrasana.

Le chef de l'Etat sortant Hery Rajaonarimampianina s'y est lui catégoriquement refusé.

"Il n'a pas tenu sa promesse", grogne Marc Ravalomanana, "on s'était mis

d'accord que s'il me devançait je le soutiendrais et inversement si j'arrivais devant lui". "Qu'il reste là où il est", griffe-t-il aussitôt, "ses partisans sont déjà venus me voir pour me soutenir et ça me suffit largement".

"SÛR DE GAGNER" Accusé, comme son rival, d'avoir dépensé sans compter pour sa campagne électorale du premier tour, Marc Ravalomanana se défend farouchement d'avoir "acheté" sa place au second tour.

Elle ne lui a coûté que 90 000 euros (58,9 millions de francs) de sa poche, "3 millions d'ariary (près 498 000 francs) par district", s'emporte-t-il, ajoutant que les frais de son hélicoptère et des artistes intervenus pour le soutenir ont été réglés par de généreux donateurs.

"Le président sortant avait le pouvoir et l'argent, pourtant il n'a pas gagné cette

élection", fait-il valoir, "ce n'est pas l'argent ou le pouvoir qui compte, c'est le programme".

Un programme qui, insiste M. Ravalomanana, devrait lui permettre d'emporter la victoire. A condition précise-t-il que le scrutin, dont le premier tour a été contesté par les principaux candidats, se déroule de façon libre et transparente. "Je peux vous garantir que je vais gagner, c'est sûr !", plastronne-t-il avant les deux débats télévisés qui doivent l'opposer à Andry Rajoelina d'ici au deuxième tour.

En cas de victoire, il promet aussi de choyer l'armée qui avait précipité sa chute en 2009.

"J'ai alors négligé les militaires en me concentrant sur le domaine du développement rural et de l'éducation", dit-il, "c'est ma seule erreur que je reconnais aujourd'hui".

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud / Armée.** Onze Casques bleus reconnus coupables d'agression en RDC. Onze soldats sud-africains ont été reconnus coupables d'avoir agressé un mineur alors qu'ils participaient à la mission de maintien de la paix de l'Onu en République démocratique du Congo (RDC), a annoncé leur état-major. La justice militaire doit prononcer ultérieurement une peine contre ces soldats.

• **Mozambique / Troubles.** Les forces de l'ordre accusées d'abus contre les islamistes.

Les forces de sécurité du Mozambique se rendent coupables de "graves violations" des droits de l'homme, dont des exécutions sommaires, en réprimant l'insurrection islamiste dans le nord du pays, a accusé hier Human Rights Watch (HRW).

• **Nigeria / Jihadistes.** Huit militaires tués dans l'attaque d'une base militaire.

Huit soldats ont été tués dans l'attaque d'une base militaire dans le nord-est du Nigeria par les jihadistes du groupe Boko Haram ce week-end, selon un nouveau bilan communiqué hier par des sources sécuritaires à l'AFP. Un militaire et un milicien avaient peu après l'attaque fait état de deux soldats tués.

• **RD Congo/Politique.** Le "ticket" Tshisekedi-Kamerhe à la conquête de l'Est.

Le "ticket" Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe a affiché hier son unité lors de leur première sortie électorale hors Kinshasa dans l'Est à Goma, où ils ont promis d'éradiquer l'insécurité qui mine le Nord-Kivu, à 19 jours des élections en République démocratique du Congo.

• **Sao Tome et Principe / Politique.** Jorge Bom Jesus, nouveau Premier ministre social-démocrate.

Le social-démocrate Jorge Lopes Bom Jesus est devenu le nouveau Premier ministre socialiste de Sao Tome et Principe, petit archipel lusophone du Golfe de Guinée au régime parlementaire, succédant à Patrice Trovoada (centre-droit).

• **Togo / Opposition.** La journée "Togo mort" peu suivie à Lomé.

La journée "Togo mort" était peu suivie hier à Lomé, où les activités économiques suivaient leur cours malgré l'appel lancé par la principale coalition de l'opposition pour dénoncer le processus électoral avant les législatives controversées du 20 décembre, a constaté l'AFP.

Centrafrique/Justice

La Cour pénale spéciale définit " un domaine restreint d'interventions "

AFP
Bangui/Centrafrique

Un choix dicté par le nombre très élevé de crimes commis dans le pays et en raison d'un budget limité.

LA Cour pénale spéciale (CPS) chargée de juger les violations graves des droits de l'Homme commises en Centrafrique depuis 2003, qui n'a pas encore lancé d'enquêtes, aura "un domaine restreint d'interventions" en raison

du nombre de crimes commis dans ce pays et d'un budget limité, ont reconnu hier ses dirigeants.

"Au vu du nombre immense de crimes commis en Centrafrique, il est impossible de tout traiter, (...) il faut un domaine restreint d'interventions", a déclaré le président de la CPS, Michel Landry Louanga, lors d'une conférence de presse à Bangui.

Il faut aussi "prendre en compte les ressources monétaires", selon le procureur spécial, Toussaint Muntazini Mukimapa. La CPS est une juridiction

spéciale, composée de juges nationaux et internationaux, créée en 2015, afin d'enquêter, instruire et juger les violations graves des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, crimes de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Elle dispose d'un budget total de 61 millions d'euros (39,9 milliards de francs). Les enquêtes de la CPS, inaugurées en octobre, débiteront dès la publication de sa stratégie d'enquête, de poursuite et d'instruction, selon M. Muntazini

Mukimapa, qui n'a pas donné de date précise.

"Les personnes visées seront les plus hauts dirigeants, ceux qui ont commandité et commandé les crimes", a-t-il dit.

Dans un pays occupé à 70% par des groupes armés, la CPS devra aussi "pouvoir assurer la sécurité des victimes et des magistrats", a indiqué le procureur en rappelant que la mission de l'Onu en Centrafrique (Minusca) a reçu mandat d'appuyer la Cour. Pour rendre justice aux victimes et condamner des suspects situés en "zone

difficile d'accès", la CPS "entamera des procédures quand la crise sera terminée" et pourra "juger par contumace", selon le magistrat.

La juridiction de droit commun reste un autre recours pour des crimes et délits qui ne cadrent pas avec les missions de la CPS, a rappelé le procureur.

En Centrafrique, la justice souffre d'un manque de moyens matériels et humains, dans un pays ravagé par des conflits entre groupes armés et la pauvreté.